

POST-DÉVELOPPEMENTISME OU NÉOLIBÉRALISME À TAÏWAN ?

CHUNG HSIU-MEI *

Cet article propose une réflexion approfondie, combinant théorie et politique, sur le rôle de l'État dans le développement, appliquée au cas particulier et complexe de Taïwan. Il analyse les formes singulières qu'a pu prendre le néolibéralisme à Taïwan, mais également les forces de résistance populaires qui lui font face.

En suivant un processus compliqué, la politique bourgeoise s'est transformée de façon significative entre 1990 et 2000 à Taïwan. La bourgeoisie taïwanaise a compté sur le nationalisme ethnique, le parlementarisme et le populisme pour renforcer son pouvoir. Elle a aussi compté sur la collaboration avec des autorités nationales et internationales pour instituer des rapports de classe et des modes de régulation tels que la privatisation recommandée par le Consensus de Washington. Plus important encore, le nouveau gouvernement a hérité de l'agenda néolibéral du gouvernement du Kuomintang (KMT) après 2000. Fait intéressant, la nouvelle approche de l'État a été contestée par divers mouvements sociaux concernés par l'intervention du projet développementaliste dans la vie sociale. Cet article traite de la formation et de la transformation du développement étatiste taïwanais dicté par l'idéologie néolibérale. Trois questions sont importantes ici. Est-ce la fin de l'État développementaliste et le début d'un nouvel État néolibéral ? Est-ce que l'État développementaliste est devenu un État néolibéral dans la politique taïwanaise de ce nouveau siècle ? Quel rôle les ONG vont jouer dans les programmes de l'État ?

L'État développementaliste

Le développement est une expansion rapide et soutenue de la production, de la productivité et du revenu par habitant. Peut-être s'agit-il du jeu du processus de croissance économique. Samir Amin

* DÉPARTEMENT DE LITTÉRATURE TAÏWANAISE, UNIVERSITÉ NATIONALE DE CHEN KUNG

affirme que le développement de l'économie de marché nécessite l'intervention d'une autorité collective représentant le capital dans son ensemble. Ainsi, l'État n'est pas séparable du capitalisme. Les politiques du capital, donc de l'État dans la mesure où il représente le capital, ont leurs propres étapes logiques. Ce sont ces étapes logiques qui expliquent que, à certains moments, l'expansion du capital entraîne une augmentation de l'emploi, et à d'autres moments une diminution de l'emploi. Ces étapes logiques ne sont pas l'expression de « lois du marché », formulées dans l'abstrait, mais des exigences de rentabilité du capital dans certaines conditions historiques ¹. L'industrialisation après la Seconde Guerre mondiale, de 1945 à 1999, a eu lieu dans des conditions générées pour le capital par l'émergence d'États issus des luttes de libération nationale et par les nouveaux pays industriels. Avec l'industrialisation, Taïwan a vécu une innovation technologique révolutionnaire et une centralisation du pouvoir, qui ont garanti que les institutions financières et les marchés dirigés à partir de l'Ouest allaient devenir les principales sources de pouvoir.

L'économiste Bruce Cumings définit le modèle de Taïwan et celui de la Corée du Sud comme des Régimes autoritaires bureaucratiques industriels (RABI). Ce modèle s'est progressivement imposé comme le principal cadre économique et politique des deux pays à partir des années 1960 jusqu'aux années 1990 ². Relativement parlant, le RABI de Taïwan avait plus d'autonomie et moins de dépendance vis-à-vis des États-Unis que la Corée, en raison du succès des réformes agraires, du fonctionnement des sociétés d'État, de politiques souples et des relations avec la diaspora chinoise. De toute évidence, cependant, Taïwan avait embrassé la trajectoire de l'économie-monde capitaliste dirigée par les États-Unis. En voici des exemples : Premièrement, en vertu du *Mutual Security Act* adopté par le Congrès des États-Unis en 1951, les aides étasuniennes à Taïwan se sont élevées à plus 4 milliards de dollars en subventions, prêts et équipements militaires. Cela a couvert jusqu'à 93% du déficit des échanges extérieurs de Taïwan de 1951 à 1964. Deuxièmement, les États-Unis ont promu le développement de

¹ Samir Amin (2004), *The Liberal Virus*, Pluto Press, London, p. 17.

² Bruce Cumings, « The Origins and Development of the North east Asian Political Economy: Industrial Sectors, Product Cycles, and Political Consequences », (1987) *The Political Economy of the New Asian Industrialism*, Cornell University, USA, p. 81.

l'énergie électrique, des transports, des communications, de l'industrie et de l'exploitation minière, ainsi que la réforme agraire, la formation populaire en agronomie, la santé et l'éducation ³. L'aide étasunienne a représenté 59% des dépenses dans le secteur de l'agriculture ⁴. Par conséquent, Taïwan a été intégré dans le système mondial de Bretton Woods, dirigé par les entreprises l'économie étasunienne.⁵ Sous protection étasunienne, le régime du KMT a utilisé l'autoritarisme, la tendance au népotisme et le corporatisme pour maintenir son État capitaliste. En ce qui concerne l'autoritarisme, le KMT a légitimé la création de représentants permanents au Yuan législatif, la détention à perpétuité pour le crime d'offense envers le Président de la république, et le décret promulguant la loi martiale ⁶. D'autre part, la famille Chiang a contrôlé toute la puissance militaire, financière et diplomatique, et a développé une forte tendance vers le népotisme. D'une manière corporatiste, le KMT a parrainé les associations de paysans et les syndicats afin de prévenir leur rébellion.

En Chine continentale en 1947, la République de Chine de Chiang Kai-Shek était composée de trois instances nationales représentatives (l'Assemblée nationale, le Yuan législatif et le Yuan de Contrôle), dont la majorité des membres était loyale vis-à-vis de la personne de Chiang Kai-Shek. Malheureusement, la République a échoué et plusieurs de ses représentants ont suivi Tchang à Taïwan où ils ont obtenu des sièges permanents dans ces trois instances. En 1990, 632 des 2961 membres de l'Assemblée nationale étaient encore des continentaux de la génération de la guerre civile. Il en était de même pour 144 des 760 membres du Yuan législatif. Au Yuan de contrôle, 120 des 180 sièges étaient occupés par des continentaux, encore en place après quarante ans ⁷. Qui plus est, Chiang Kai-Shek et son fils aîné Chiang Ching-Kuo choisissaient leurs ministres et fonctionnaires, souvent parmi leurs parents ou parmi les chefs

³ Fred Robins (1998), p. 49-53.

⁴ Thorbecke & Wan (1999), *Taiwan's Development Experience: Lessons on Roles of Government and Market*, p. 210.

⁵ Kuang Hsu Cheng & Michael Hsiao (1996), *Taiwan's State and Society*, in the paper of Lee Bi-han's *The Problematic of Taiwan's state enterprises and State-capitalism*, Dun Dai, Taipei, p. 52.

⁶ Tien Hung Mao (1989).

⁷ Hung-mao Tien (1989), *Taiwan's Evolution, Toward Democracy: A Historical Perspective*, p. 5.

de factions locales du KMT. La loi martiale a mis la puissance militaire au centre de l'État. En particulier, le Conseil de sécurité nationale et le Commandement de la garnison imposaient de sévères restrictions à la mobilisation politique et aux mouvements sociaux. Malgré le caractère extrêmement autoritaire du régime, les revendications de réforme agraire ont été prises au sérieux par le régime en place qui a élaboré de nouveaux plans permettant une plus large intégration, coopération et participation des divers groupes civiques dans le nouveau régime du KMT. La réforme agraire, par exemple, a suscité un grand soutien en provenance des régions rurales où les terres avaient été concentrées dans les mains de propriétaires fonciers au cours de l'occupation japonaise. Le KMT a aussi fondé un bureau du Service populaire dans chaque canton et ville pour permettre aux enseignants, hommes d'affaires, jeunes et dirigeants syndicaux de participer de façon limitée aux affaires locales et aux activités politiques organisées par le parti depuis le centre.

Dans les années 1960 et 1970, Taïwan est devenu un acteur du marché mondial qui attirait des capitaux étrangers (en particulier des États-Unis et du Japon) dans le cadre de ce qu'Arrighi a décrit comme « archipel » de capitalisme en Asie. Cet archipel est constitué de plusieurs « îles » du capitalisme, qui s'élèvent au-dessus d'une « mer » d'échanges horizontaux entre les marchés locaux et mondiaux grâce à la concentration de bénéfices considérables et d'activités à forte valeur ajoutée dans leurs domaines respectifs. En dessous du niveau de cette mer gisent les immenses et industrieuses masses laborieuses à bas prix de toute l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les « îles » capitalistes y plongent leurs racines, mais sans fournir à ces masses les moyens nécessaires pour les faire émerger au-dessus du « niveau de la mer »⁸.

Taïwan, la Corée et le Japon étaient très dépendants des États-Unis en ce qui concerne la sécurité, l'énergie et l'alimentation. Pour faire fonctionner l'« atelier du monde », le régime du KMT a dû fournir à bas prix des ressources naturelles et des ressources humaines nécessaires à la production de biens manufacturés⁹. Il y avait deux façons d'atteindre ces objectifs. Tout d'abord, avec la politique de « Sacrifier l'Agriculture et Encourager l'Industrie », le secteur agricole est devenu une source de nourriture et de

⁸ Giovanni Arrighi (1994), *The Long Twentieth Century*, Verso, London, p. 22.

⁹ *Ibid.*, p. 22.

matières premières à bon marché. D'autre part, des «Zones industrielles libres» ont été mises en place à Taïwan, ce qui a attiré la majorité des jeunes dès les années 1960 ¹⁰.

La politique de réforme agraire de Taïwan a été considérée comme une réussite exceptionnelle par de nombreux pays en voie de développement, notamment en comparaison avec les Philippines, où les cinq plus grands propriétaires monopolisaient la production agricole et avaient des relations intimes avec l'État. Comme le régime de Tchang Kaï-Chek avait perdu le pouvoir en Chine continentale en raison de son incapacité à faire face à la réforme agraire, il n'a pas hésité à intervenir immédiatement dans la production agricole et l'appropriation des terres à Taïwan. En outre, le gouverneur taïwanais Chen Cheng a fait valoir qu'il fallait que le Parti nationaliste soutienne la réforme des villages à Taïwan, car «il était à craindre que les communistes puissent profiter de la situation qui se détériorait rapidement» ¹¹.

Comment cette réforme agraire a-t-elle affectée la population des zones rurales? Quel rôle a joué la «Révolution verte»? Le processus de la réforme agraire s'est déroulé en trois étapes: réduction de l'impôt foncier, nationalisation des exploitations japonaises et des domaines des grands propriétaires fonciers, et redistribution des terres. Les paysans taïwanais, qui avaient vécu la Seconde Guerre mondiale et payaient un lourd loyer foncier, menaient une vie dure. En avril 1949, le gouverneur de la province de Taïwan, Chen Cheng, avec sa politique de réforme, a réduit les loyers des terres à un maximum de 37,5% de la production annuelle des cultures de base comme le riz. En conséquence, l'impôt foncier a été réduit de 25% ¹².

Par la suite, il y a eu confiscation des terres appartenant à de grandes entreprises ou à de grands propriétaires. En 1951, les terres appartenant à l'État japonais (181 490 Chia (1 chia = 2 934 p'ing, 96,9917 ares, 2,39672 acres) ont été converties en terres publiques. Le gouvernement provincial de Taïwan a alloué 107 000 chia de ces terres aux paysans. Par conséquent, 203 500 ménages ont récupéré leur terre. Ensuite, le gouvernement a limité la concentration de la propriété foncière des grands propriétaires fonciers, des propriétaires de taille moyenne (106 049), des

¹⁰ Chih-ming Ka (1996), p. 28.

¹¹ Stephan Haggard (1990), *Pathways from the Periphery: the Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries*, Cornell University, USA, p. 82.

¹² Peter Chen-main Wang (1999), *Taiwan: A New History*, p. 324.

organisations religieuses et des clans patriarcaux. Les paysans pouvaient garder trois chia de rizières et de six chia des terres céréalières. Enfin, 194823 locataires ont pu avoir des prêts à faible taux d'intérêt pour acheter des terres du gouvernement¹³. Des paysans ont obtenu des terres gratuitement et d'autres ont payé leur terre avec l'aide du gouvernement. Les propriétaires ont pu mettre l'accent sur l'investissement dans les industries de transformation, et ils ont obtenu 30% des entreprises d'État dans les secteurs du papier, de la forêt, des mines et du ciment. Avec la Révolution verte des années 1960, la technologie agricole occidentale a été présentée partout comme menant à l'abolition de la pauvreté. D'une manière générale, la Révolution verte était censée augmenter les rendements de riz pour nourrir une population croissante. Une autre allégation prétendait que les innovations techniques allaient relever le revenu des petits agriculteurs. En outre, les projets d'irrigation, de fertilisation des sols, d'éducation et de technologies connexes favoriseraient la croissance économique¹⁴. Ces présomptions n'ont pas pris en considération que ces « mains invisibles » dévastaient l'écologie, accroissaient le fardeau des paysans, et à bien des égards détruisaient l'autonomie économique des communautés agricoles traditionnelles.

La Révolution verte a été encouragée par d'énormes intérêts commerciaux occidentaux. L'histoire occidentale de l'industrie des engrais, par exemple, montre que l'expansion capitaliste de l'Ouest a constitué une révolution pour l'industrie agricole qui a vaincu les agricultures traditionnelles d'Asie. Pour l'agri-business, les petits paysans constituaient un marché crucial, comme Gibbons l'a noté : l'Asie est la région du monde qui a la plus grande concentration de petits agriculteurs. Dans les années 1960, sur quatre-vingt-dix millions d'exploitations agricoles en Asie, environ quarante-cinq millions avaient moins d'un hectare et vingt et un millions avaient entre un et deux hectares¹⁵.

Dans certains pays asiatiques, l'État a construit des grands barrages qui ont permis de créer un réseau d'irrigation et de produire des aliments à bon marché pour le secteur industriel en

¹³ Tani Wula Taka O (1992), *Taiwan's Industrialization: the Formation of International Exportation Industry*, Ren Jin Publisher, Taipei, p. 38.

¹⁴ Gibbons, Koninck & Hasan (1980), *Agricultural, Modernization, Poverty and Inequality*. Les auteurs comparent l'impact de la Révolution verte, en terme de répartition des revenus, en Malaisie et en Indonésie.

¹⁵ Ibid, p. 3.

vertu de la politique d'échange de riz contre des engrais. L'État est aussi intervenu activement dans les associations d'agriculteurs et les institutions agraires pour moderniser l'agriculture et aboutir au « miracle » de la Révolution verte. L'industrie des engrais avait été mise au point aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne parallèlement à la colonisation de l'Amérique latine, de l'Amérique du Nord et d'autres territoires. Par exemple, le guano du Pérou et le nitrate de sodium des mines du Chili ont été exportés aux États-Unis au XIX^e siècle. En 1893, la Solvay Process Company Syracuse de l'État, de New York, a construit douze fours à coke pour produire de l'ammonium. À partir de 1930, plus de 100 000 tonnes par an d'azote ont été produites, fournissant ainsi un tiers de la consommation étasunienne d'engrais azoté à l'époque ¹⁶.

Après la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie étasunienne des engrais produisait mille tonnes d'azote de synthèse chaque année, fournissant ainsi 64 % de la production mondiale totale en 1949. À l'époque, les sociétés productrices d'engrais étasuniennes convoitaient l'énorme marché de l'Asie ¹⁷. En 1948, la Chinese-American Joint Commission on Rural Reconstruction (JCRR) a été créée à Taïwan, et elle est intervenue dans la recherche en développement rural, la formation, le crédit, l'irrigation, les projets agricoles et les associations d'agriculteurs. La JCRR a été impliquée dans six mille projets de 1951 à 1965 ¹⁸.

Pourquoi le gouvernement taïwanais a-t-il adopté la Révolution verte avec tant d'enthousiasme ? En raison de la population croissante de réfugiés en provenance de Chine continentale, une pression s'est exercée sur les stocks de nourriture. Le JCRR, le Bureau de l'Agriculture de la province de Taïwan et les associations paysannes ont géré un troc de riz contre engrais qui a transféré la valeur agricole au capital industriel et a permis de nourrir des millions de migrants et de soldats ¹⁹. La réforme agraire a également stimulé la production alimentaire des agriculteurs taïwanais, parce qu'ils étaient propriétaires de leurs terres et voulaient augmenter leurs revenus. La politique de réforme agraire prévue par le régime

¹⁶ John H. Perkins (1997), *Geopolitics and the Green Revolution*, p. 214.

¹⁷ *Ibid.*, p. 215.

¹⁸ Thorbecke & Wan (1999), *Taiwan's Development Experience: Lessons on Roles of Government and Market*, p. 210.

¹⁹ *Ibid.*, p. 209.

du KMT a donc été soutenue sur le terrain et sa légitimité était fortement liée aux revendications des Taïwanais. En outre, cette politique a augmenté la production totale de l'agriculture et la consommation par les ménages d'agriculteurs. Le développement industriel a été ainsi impulsé.

En 1961, l'administration Kennedy a dû faire face au premier déficit commercial étasunien et a voulu « s'écarter des programmes des années Eisenhower coûteux et affaiblissants pour la sécurité et s'orienter vers une activation des économies régionales qui mettrait fin à la majeure partie des subventions des années 1950 et rendrait des alliés comme la Corée et Taïwan plus autosuffisants »²⁰. L'U.S. Agency for International Development (USAID) a joué un rôle important en attirant des investisseurs occidentaux et japonais. Les industriels étrangers se sont vus offrir une foule d'avantages incitatifs pour investir à Taïwan dans des zones de libre-échange²¹. Les technocrates du gouvernement du KMT ont aidé les responsables de l'USAID, en introduisant à Taïwan des grandes sociétés d'électronique en provenance des États-Unis, des Pays-Bas et du Japon.

En conséquence, une économie orientée vers l'exportation a été construite à Taïwan ; la première zone de libre-échange a été créée à Kaohsiung en 1965. Les zones de libre-échange ont attiré une main-d'œuvre féminine à bon marché provenant des zones rurales. On estime que 80% de la population active était de sexe féminin²². En 1972, les travailleurs taïwanais ont reçu seulement un sixième du salaire horaire versé aux travailleurs japonais et un quart de celui versé aux travailleurs étasuniens. Globalement, l'économie orientée vers l'exportation monopolise les deux tiers de la production industrielle à Taïwan depuis 1971²³. Le gouvernement du KMT a réservé des terres aux capitalistes étrangers, et leur a accordé des remises d'impôt et

²⁰ Giovanni Arrighi (1994), *The Long Twentieth Century*, Verso, London, p. 22.

²¹ Murray A. Rubinstein (1999), *Taiwan: A New History*, An East Gate Book, New York, p. 370.

²² Stephan Haggard (1990), *Pathways from the Periphery: the Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries*, Cornell University, USA.

²³ Tani Wla Taka O (1992), *Taiwan's Industrialization: the Formation of International Exportation Industry*, p. 82.

des congés fiscaux étendus ²⁴. En vue de soutenir l'économie orientée vers l'exportation, le gouvernement du KMT a adopté un ensemble de réformes en dix-neuf points, comprenant des réformes de la politique monétaire, des finances, de la fiscalité et des pratiques commerciales ²⁵. Par ailleurs, la politique des Neuf Grands Projets mise en avant par l'administration de Chiang Ching-Kuo a permis la construction d'énormes infrastructures, telles que centrales nucléaires, barrages, ports, autoroutes, aéroports internationaux et chemins de fer, afin de stimuler l'économie dans le contexte de la crise pétrolière et de renforcer sa stabilité interne. Les industries lourdes comme la sidérurgie, les constructions navales et le raffinage du pétrole ont été développées. L'industrie pétrochimique a grandi pour pouvoir fournir des matières plastiques pour l'industrie d'exportation. La Chinese Oil Company, une entreprise publique, a développé la pétrochimie à partir du naphtha de craquage pour les secteurs en aval détenus par des capitaux privés nationaux de production d'articles en plastique. Le plastique fourni a constitué une matière première essentielle pour les zones de libre-échange ²⁶. Le maillage du complexe industriel pesa sur la main-d'oeuvre dans le secteur de l'agriculture et exerça une énorme pression sur les ressources naturelles, sur l'eau, l'air pur et la terre. L'accumulation du capital a été réalisée grâce à l'exploitation du travail. Par exemple, dans la Zone de libre-échange de Kaohsiung, 80% de la main-d'oeuvre est féminine et provient de familles rurales.

La croissance du secteur capitaliste privé a-t-il constitué une menace pour l'étatisme ? Quelle était la fonction du secteur étatisé ? Liu Jin-Qing fait valoir que la classe capitaliste privée a procédé à l'accumulation de son capital dès le début du vingtième siècle quand une agriculture tournée vers l'exportation a commencé à s'articuler avec le marché mondial. La connaissance du système commercial et financier moderne en ce qui a trait à la mobilisation des ressources humaines, des matières premières et

²⁴ Murray A. Rubinstein (1999), *Taiwan: A New History*, An East Gate Book, New York, p. 371.

²⁵ Bruce Cumings, « The Origins and Development of the Northeast Asian Political Economy: Industrial Sectors, Product Cycles, and Political Consequences », (1987) *The Political Economy of the New Asian Industrialism*, Cornell University, USA, p. 70.

²⁶ Wan-wen Chu & Chiu-yen Huang (1998), « Industrial Policy and Ladder-Climbing: A Study of Taiwan's Plastic-material Industry », *A radical Quarterly in Social Studies*, n° 32.

de la production industrielle a permis aux capitalistes de s'intégrer facilement dans les années 1960 à la production mondiale capitaliste grâce à l'intervention de l'État et aux politiques protectionnistes. Liu suggère qu'il n'y avait pas de contradiction entre le capitalisme privé naissant et l'étatisme. L'environnement macroéconomique nécessitait des entreprises et des relations interentreprises efficaces maintenues grâce à un réseau de sous-traitance. De son côté, le gouvernement du KMT créait les infrastructures et éliminait les obstacles à l'investissement ²⁷. Cette industrialisation a changé la structure sociale Taïwanaise. Ainsi en 1980, l'agriculture employait 20% de la population active, l'industrie 42% (dont l'industrie manufacturière 33%), et le secteur des services 38% ²⁸. L'urbanisation est devenue le processus principal de structuration de la société Taïwanaise. Toutefois, l'État développementaliste a ensuite transformé son caractère et a adopté une approche néolibérale dans les années 1990.

L'approche néolibérale

L'idéologie néolibérale est liée à l'émergence du thatchérisme, qui a réduit l'intervention du gouvernement dans l'économie, a diminué les impôts et les dépenses publiques, a construit un nouveau cadre juridique pour les relations industrielles, et a diminué le rôle du gouvernement. À partir des années 1980, les télécommunications, les entreprises appartenant à l'État, les transports et les services publics ont été privatisés en Grande-Bretagne. Le président étasunien Ronald Reagan (1981-1989) a élaboré des politiques similaires. Les Reaganomics avaient pour but de réduire la croissance des dépenses publiques, de baisser les taux marginaux d'imposition sur les revenus du travail et du capital, de se débarrasser de la régulation et d'arrêter l'inflation en contrôlant la croissance de la masse monétaire ²⁹.

Avec l'aval du thatchérisme et du reaganisme, comme le note l'économiste étasunien James Williamson, le programme politique des dix principes de la réforme dite « Consensus de Washington » a été accepté par les institutions basées à Washington, comme le

²⁷ Wla Taka (1992), *Taiwan's Industrialization: the Formation of International Exportation Industry*, p. 120-122.

²⁸ Murray A. Rubinstein (1999), *Taiwan: A New History*, An East Gate Book, New York, p. 372.

²⁹ Privatisation: Corporate Takeover of Government, IBON Databank and Research Center, 2003, p. 11.

FMI et la Banque mondiale à partir de 1989. Selon Williamson, l'État développementiste et l'État providence étaient censés entreprendre les réformes suivantes :

1. Discipline fiscale. Tous les pays avaient des forts déficits qui suscitaient des crises dans la balance des paiements et une inflation élevée. Ces crises ont touché principalement les pauvres parce que les riches pouvaient laisser leur argent à l'étranger.
2. Réorganisation des priorités en matière de dépenses publiques. Les dépenses en faveur des pauvres généraient des subventions inappropriées pour la santé et l'éducation.
3. Réforme fiscale. Construction d'un système fiscal qui combinerait une large base d'imposition et des taux d'imposition marginaux modérés..
4. Libéralisation des taux d'intérêt. Libéralisation financière recommandée même si les opinions divergent sur son rythme de mise en application.
5. Taux de change compétitif. Évolution vers un taux de change compétitif, ce qui impliquait un régime intermédiaire pour gérer la transition vers une libéralisation complète.
6. Libre échange: le commerce doit être libéralisé.
7. Libéralisation de l'investissement direct à l'étranger (IDE)
8. Privatisation. Domaine dans lequel une conception néolibérale a obtenu un fort soutien.
9. Dérégulation. Assouplissement des barrières douanières sans toucher à la sécurité ou à l'environnement.
10. Droits de propriété. Initialement censés doter le secteur de l'économie informelle de la possibilité d'acquérir des droits de propriété à un coût acceptable ³⁰.

Stratégiquement parlant, le Consensus de Washington a été piloté par les États-Unis pour favoriser dans le cadre de la guerre froide un modèle de développement qui arrêterait le progrès des forces communistes qui avait en l'URSS un modèle de modernisation alternatif à celui des États-Unis. Le Consensus de Washington ciblait les pays en voie de développement qui bénéficiaient de programmes et de projets parrainés par le FMI et la BM pour développer des barrages gigantesques et des centrales nucléaires ou pour acheter du pétrole. Les pays pauvres ont utilisé les emprunts pour payer l'importation de biens ou pour les paiements d'intérêts. La dette à long terme des pays en

³⁰ D'après le discours de John Williamson's «Is the Washington Consensus fail?», Institute for International Economics, Outline of remarks at the Center for Strategic & International Studies November 6, 2002.

développement s'élevaient à environ 62 milliards de dollars en 1970, et était passé à 481 milliards de dollars en 1980.

En conséquence, le binôme FMI-BM a imposé des Programmes d'ajustement structurel (PAS) qui restructuraient ces économies et les orientaient vers l'exportation et des activités axées sur le marché, grâce à la libéralisation, à la dérégulation et à la privatisation, légitimant ainsi le secteur privé. En fin de compte, le secteur privé et les grandes entreprises deviennent le principal acteur du développement grâce aux dix réformes de James Williamson ³¹.

En juillet 1989, le Yuan exécutif de Taïwan a créé le Comité spécial chargé de promouvoir la privatisation qui a ciblé dix-neuf entreprises publiques jugées propres à être privatisées à Taïwan. Selon le plan, la privatisation de quarante-sept entreprises publiques devait être achevée en 2002. Il ne fait aucun doute que la pression des États-Unis sur le gouvernement du KMT en faveur de la libéralisation des marchés a été grande à l'époque. Les États-Uniens ont particulièrement favorisé la « marchandisation » des services bancaires et des télécommunications à Taïwan ³².

La lutte à Taïwan entre les entreprises publiques et les sociétés privées s'est soldée par une tendance à la libéralisation, à la déréglementation et à la privatisation après l'abrogation de loi martiale en juillet 1987. Ainsi le secteur pétrochimique a été libéralisé, l'intervention de l'État sur le marché du travail a diminué, et les obstacles institutionnels à la concurrence ont été abolis. Les secteurs de l'assurance, des banques, des transports, de l'éducation, des télécommunications entre autres ont été privatisés. En 1996, le président Lee Teng-hui a cherché à susciter un « consensus public » sur le développement national pour continuer à faire progresser la privatisation. À la fin de 1999, trente-cinq des quarante-trois entreprises d'État avaient été privatisées ou vendues ³³.

La privatisation du système bancaire a intégré seize banques commerciales privées, trois banques commerciales publiques. Elle a conduit à la réorganisation de sociétés de placement, privatisées en 1991, et de coopératives de crédit locales, regroupant

³¹ Privatization: Corporate Takeover of Government, IBON Databank and Research Center, 2003, p. 12-14.

³² Wan-wen Chu (2004), Re-examination of Privatisation in Post-authoritarian Times, *Taiwan: A Radical Quarterly in Social Studies*, n° 53, March 2004, p. 36.

³³ *Ibid.*, p. 36.

essentiellement des agriculteurs, privatisées en 1995 par le biais d'un amendement à la Loi sur les banques de Taïwan ³⁴. En ce qui concerne la privatisation des télécommunications, les ondes, qui étaient le monopole de l'État, ont été louées en raison de la contestation du Parti démocrate progressiste (PDP). Dans le cadre de la libéralisation, les forces du PDP avaient intérêt à commercialiser les télécommunications ³⁵.

En outre, la privatisation allait de pair avec la dérégulation du marché du travail et avec une politique d'importation de travailleurs migrants venus du Sud-Est asiatique. Suivant le Plan national de construction de six ans voté par le Yuan législatif, le nombre des travailleurs migrants est passé à environ 350 000 à la fin de juin 1999 ³⁶.

Globalement, la libéralisation, la dérégulation et la privatisation ont fait de Taïwan un acteur compétitif dans le système mondial. Beaucoup des conflits internes de Taïwan découlent des ordres du jour du néolibéralisme qui ont aggravé la division entre les riches et les pauvres. En conséquence, plus de 20% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté.

Parallèlement, les inégalités ont empiré dans le monde entier, le revenu médian des dix pays les plus riches est 77 fois plus élevé que celui des dix pays les plus pauvres en 1980, et 149 fois en 1999. Dans la population mondiale, les revenus des 10% les plus riches étaient 70 fois plus élevés que celui de 10% les plus pauvres en 1980, et 122 fois plus élevés en 1999. Au sein des nations, l'inégalité semble également avoir empiré. Dans les pays où les données sont les plus fiables, la tendance est clairement vers plus d'inégalités ³⁷.

En fait, l'effondrement du peso mexicain, la crise financière de l'Asie de l'Est et une récession mondiale ont tous nui aux performances des régimes néo-libéraux. Une étude a comparé le taux de croissance du PIB de 116 pays de 1960 à 1980, avec celui de 1980 à 2000. Les nations étaient classées par quintile selon le revenu par habitant. Cette étude a constaté que le taux de

³⁴ Hsu, Kan-lin (2002), *The Rise and Fall of the Taiwanese Developmental State, 1949-1999*, Department of Sociology, p. 314.

³⁵ Feng Jian-shan (1995), *Political economy of the capital movement of broadcasting and media: the transformations of the 1990s' broadcasting and media*, Taïwan Social Research, Taipei, p. 34.

³⁶ Hsu, Kan-lin (2002), *The Rise and Fall of the Taiwanese Developmental state, 1949-1999*, Department of Sociology, p. 315.

³⁷ Faux and Mishel (2000).

croissance a diminué pour chaque quintile entre la période 1960-1980 et la période 1980-2000. Dans les pays les plus pauvres, le taux de croissance du quintile inférieur en 1980-2000 est négatif. Ironiquement les pays qui ont connu la croissance la plus rapide au cours de cette période ont été celles qui ont résisté le plus aux recommandations du « Consensus de Washington »³⁸.

En somme, la privatisation à Taïwan s'inscrit dans le mouvement général international. Le Consensus de Washington a imposé l'idéologie étasunienne du marché au reste du monde. Ces conditions ont contraint l'État autoritaire du KMT à vendre les entreprises d'État, car il cherchait à gagner plus de soutien des investisseurs privés et à consolider son pouvoir. Toutefois, le gouvernement du PDP s'est révélé être encore plus néolibéral et en faveur d'un marché totalement libre.

Fin de l'État développementiste ? Création d'un État néolibéral ?

Le régionalisme, l'expansionnisme, l'unilatéralisme et la mondialisation ont constitué des développements importants pour l'État Taïwanais quasi néolibéral qui a émergé après le milieu des années 1990. Il existait une contradiction au sein de la classe bourgeoise et de l'État en termes de sécurité nationale et d'intérêts économiques. Le régionalisme a été l'instrument par lequel l'État taïwanais a mobilisé la coalition américano-japonaise pour permettre une action militaire contre la Chine. Le régionalisme a été également une politique d'alliances économiques avec laquelle les États-Unis ont tenté de contrer l'Union européenne. Dans ces conditions, l'expansionnisme a créé des marchés extérieurs pour les industries à forte intensité de main-d'œuvre de Taïwan. La transformation du rôle de l'État, signifie-t-elle la fin de l'État développementiste ? Un État néolibéral est-il en cours de création ?

À l'origine, Taïwan était membre du Forum de la Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique (CEAP, ou APEC, selon les initiales anglaises), organisation qui permettait aux diplomates étasuniens d'imposer les firmes étasuniennes aux pays en développement.

Le régionalisme a aussi façonné la réorientation de Taïwan vers l'accumulation de capital en reconstruisant la coopération

³⁸ Privatization: Corporate Takeover of Government, IBON Databank and Research Center, 2003.

régionale en faveur de la production capitaliste. Le *Asia-Pacific Regional Operation Centre Plan* et le *Techno-Island Plan* visaient à atteindre ces objectifs. Avec le *Asia-Pacific Regional Operation Centre Plan*, Taïwan visait à remplacer Hong Kong qui avait été rendu à la Chine. Le plan espérait faire de Taïwan le centre Asie-Pacifique de la finance, des télécommunications, du transport aérien, du transport maritime et des médias. Le *Techno-Island plan* proposait la création d'entreprises de haute technologie ³⁹.

Le régionalisme est censé constituer une intégration économique éliminant les obstacles au libre marché. Il pourrait montrer une autre facette de l'expansionnisme qui a émergé avec les politiques « Regarder vers l'Ouest » et « Regarder vers le Sud ». En raison de la main-d'œuvre bon marché et de conditions d'investissement favorables bénéficiant d'industries à forte intensité de main-d'œuvre orientées vers l'exportation, la Chine et l'Asie du Sud-Est sont devenues les meilleures choix pour les capitalistes de Taïwan. Fait intéressant, les gouvernements Lee Teng-hui et Chen Shui-bian n'ont pas encouragé une politique nationaliste de « Regarder hardiment vers l'Ouest pour des raisons nationalistes ». « Regarder vers le Sud » s'est montré une stratégie offensive visant à une expansion géographique en coopération avec les capitaux japonais et envisageant le développement de relations diplomatiques par le biais du commerce ⁴⁰.

Stratégiquement parlant, Taïwan, en tant que partenaire de la coopération militaire USA-Japon, était considérée comme un allié dans « l'encerclement de la Chine et l'endiguement de la Corée du Nord ». À cette fin, l'Administration étasunienne de George H. W. Bush père, a conçu le Missile Defense (MD) System (bouclier antimissile) qui incorporait les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud dans une alliance militaire comme contre-offensive à la menace émanant de la Corée du Nord et de la Chine ⁴¹. Taïwan est devenu partenaire du système MD.

Muto Ichiyo fait valoir que les États-Unis ont bâti une alliance anti-terroriste dans le cadre de la stratégie d'unilatéralisme hégémonique de Bush. Le slogan de Bush, « Soit vous êtes avec

³⁹ Hsu, Kan-lin (2002), *The Rise and Fall of the Taiwanese Developmental State, 1949-1999*, Department of Sociology, p. 304.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 307.

⁴¹ Il y a déjà 100 000 soldats US en Asie. Source d'après Esong Kuk Kim (2004), « The New US-Japan Hegemony and Peace in the Asia-Pacific Region », Kalinaw, *An Asian Peace Alliance*, Vo1, No 1, March 2004.

nous, soit vous êtes avec les terroristes » s'appuie sur la position dominante des États-Unis pour transgresser les principes de l'ONU et pour mener des guerres illégales. Paradoxalement, les décisions prises au niveau national par les États-Unis impliquent des décisions au niveau mondial. Par conséquent, le système étasunien MD peut être considéré comme une intervention unilatérale des forces militaires étasuniennes dans de nombreux pays et une utilisation tactique des militaires pour soutenir les alliances économiques des USA (et des pays du Nord qui favorisent la mondialisation)⁴². Dans ces circonstances, le gouvernement pro-étasunien du PDP a dû payer une énorme facture d'armes militaires pour bénéficier de la protection étasunienne.

Ayant intégré la stratégie des États-Unis, Taïwan a annoncé son intention d'adhérer à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à la réunion au Qatar en novembre 2000, et il y a adhéré en 2001. Pour les industries de haute technologie de Taïwan, l'entrée dans l'OMC a ouvert de grandes possibilités dans le commerce mondial des moniteurs, des ordinateurs portables, des semi-conducteurs, des souris et autre matériel informatique. Toutefois, des secteurs parrainés par l'État comme l'alcool et le tabac, l'industrie automobile, et l'agriculture ont été sacrifiés dans la concurrence mondiale⁴³.

En 2003, lors de la réunion de Tahsi, le président Chen Shui-bian a demandé à seize secteurs économiques de s'ouvrir à la concurrence internationale : services juridiques, comptabilité, construction, ingénierie, services financiers (banques, assurances et valeurs mobilières), transports, éducation, santé⁴⁴. Globalement, le gouvernement Chen Shui-bian a adopté la mondialisation néolibérale à la différence du régime du KMT qui restait marqué par son attachement à l'État développementiste et aux pratiques de l'intervention étatique.

Cependant, le gouvernement DPP a manipulé le discours néolibéral et affirmé que les entreprises d'État étaient un outil du KMT affligé de corruption et d'inefficacité. En conséquence, la privatisation et la libéralisation ont servi au gouvernement du DPP pour légitimer leurs politiques et l'ordre du jour

⁴² Muto Ichiyo (2004) « Thoughts About the Empire, Global Power Centres, and People's Alliances », Kalinaw, *An Asian Peace Alliance*, Volume 1, n° 1, March 2004.

⁴³ Michael Kanellos (2001), High-tech readies for China, Taïwan in WTO, Enterprise hardware.

⁴⁴ Source from *The Taïwan Economic News*, November 19, 2003.

mondialiste. Ironiquement, le parti nationaliste a dû mobiliser le mouvement nationaliste taïwanais pour consolider son pouvoir.

Suite à la transformation décrite ci-dessus, la question se pose : Est-ce la fin de l'État développementiste et le début d'un État néolibéral ? Je voudrais emprunter la définition de David Harvey pour montrer comment un état développementiste peut suivre une voie néolibérale.

Un État développementiste peut se rendre compatible avec une « néolibéralisation » dans la mesure où il facilite la concurrence entre les entreprises, les sociétés et les entités territoriales, accepte les règles du libre-échange et un marché libre. Par contre, il est activement interventionniste dans la création des infrastructures nécessaire au développement des affaires. Le néolibéralisme ouvre donc des possibilités pour les États développementistes et leur permet de renforcer leur position dans la compétition internationale en développant de nouvelles structures d'intervention de l'État ⁴⁵.

Les forces de contestation

Du point de vue du système-monde moderne, Taïwan s'est lancé sur la trajectoire de la modernisation dans le cadre d'un État interventionniste et développementiste ⁴⁶. À la différence du mouvement social de l'Ouest, les mouvements anti-systémiques de Taïwan ont permis la création d'une variété de mouvements sociaux en très peu de temps. Historiquement, on distingue trois phases de l'émergence de forces anti-systémiques dans le développement des mouvements sociaux taïwanais.

La première phase (1920-45) est caractérisée par la confrontation entre le colonialisme, des mouvements de libération nationale et le mouvement marxiste. La deuxième phase (1947-1997) implique la formation du nationalisme d'État, du développementalisme et crée le mouvement anti-autoritaire, le mouvement anti-développementalisme, le mouvement syndical et de la politique identitaire. La troisième phase (1997-2005) traite de l'explosion du conflit entre le nationalisme chinois et

⁴⁵ David Harvey (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press, p. 72.

⁴⁶ Immanuel Wallerstein (1999), *The End of the World: As We Know It Social Science for the Twenty-First Century*, University of Minnesota Press, London, p. 35.

le nationalisme taïwanais dans le contexte du néolibéralisme. Le climat de contestation du mondialisme s'est aussi intensifié. Ces différentes caractéristiques et antagonismes sociaux ont continuellement interagi et ont formé les principaux courants qui permettent de comprendre le déroulement de l'histoire Taïwanaise moderne.

Deux éléments principaux de la production capitaliste se sont manifestés pendant la première période allant des années 1880 aux années 1940 dans le système mondial. Premièrement, la production s'est concentrée dans les entreprises des six plus grandes puissances (Grande-Bretagne, Russie, France, Allemagne, États-Unis et Japon. Ces puissances ont monopolisé les possessions coloniales. Ils ont exploité une main-d'œuvre et des matières premières bon marché en envahissant d'autres pays et territoires colonisés. Relativement parlant, le Japon avait moins de grandes possessions que les empires occidentaux. En fait, le Japon a suivi le principe du marché libre et du colonialisme, et a entrepris de créer sa version japonaise d'un empire, à plus petite échelle. Pendant cette période, Taïwan est devenu un espace d'accumulation pour la production capitaliste impérialiste sous influence japonaise. Deuxièmement, avec la mobilisation de la production capitaliste, le système bancaire a développé un réseau étroit de relations de dépendance entre les institutions économiques et politiques de la société⁴⁷. Ce capital financier s'est développé si rapidement que les pays riches avaient facilement accès aux colonies et y acquéraient une complète suprématie grâce à une relation d'échanges déséquilibrée. En conséquence, l'économie coloniale a conquis la société féodale et a mis en place des systèmes bancaires afin de transformer efficacement les excédents des entreprises et de l'empire.

Historiquement parlant, la Chine a été affectée par un climat d'échec après la cession de Taïwan au Japon. En outre, les huit puissances impérialistes avaient des exigences supplémentaires vis-à-vis de la dynastie des Qing. En réponse à ces pressions, la Chine s'est lancée dans un mouvement sans fin pour la construction d'une nation forte et moderne. L'Asie de l'Est a été la dernière grande région à être intégrée dans le système mondial au milieu du XIX^e siècle. Il semblait que le système-monde ne pouvait pas terminer son cycle sans conquérir l'Asie

⁴⁷ *Ibid.*, p. 764.

orientale ⁴⁸. Par conséquent, la mobilisation des mouvements anti-impérialistes, des mouvements de libération nationale et des mouvements socialistes a sensiblement augmenté à la fin du XIX^e siècle en Chine et à Taïwan. D'une façon générale, le régime du KMT ressemblait à la domination japonaise à bien des égards. Politiquement, les deux ont encouragé un système social et éducatif contrôlé par l'État utilisant la modernisation et le nationalisme comme outils pour bâtir un capitalisme d'État. Économiquement, des politiques de réforme agraire et des programmes industriels parrainés par l'État se fondaient sur les besoins de la commercialisation et de l'exploitation. De façon caractéristique, cela a mobilisé une résistance au niveau de la base en ce qui concerne la localisation et l'incorporation dans l'agenda national.

Après la Deuxième Guerre mondiale, d'après le Traité du Caire, Taïwan devait être rendu à la Chine nationaliste. En septembre 1945, Chiang Kai-Shek est devenu gouverneur militaire et a étendu son gouvernement provincial nationaliste à Taïwan ⁴⁹. Chen I a dirigé la première administration provinciale de Taïwan, mais ce fut de courte durée en raison de la guerre civile en Chine et des désobéissances civiles de Taïwan. Le KMT a dû se replier à Taïwan, qui est devenue une base pour la lutte contre le communisme dans le système étasunien des alliances de la Guerre froide. Par la suite, Taïwan a été transformé en un territoire dépendant par le régime du KMT avec le soutien de l'aide étasunienne. Ensuite le développementalisme et l'étatisme sont devenus les principales caractéristiques de la gouvernance du KMT. La troisième phase de l'histoire moderne taïwanaise est caractérisée par les mouvements anti-autoritaires qui ont contesté l'État-KMT. Le nationalisme taïwanais a créé un antagonisme au sein de la société taïwanaise quand il a incorporé un programme d'approche néolibérale. Fait intéressant, le mouvement nationaliste taïwanais n'a pas contesté la forte connexion avec le monde capitaliste. Après la conquête du pouvoir par le Parti démocrate progressiste, les politiques de

⁴⁸ Immanuel Wallerstein (1999), *The End of the World As We Know It Social Science for the Twenty-First Century*, University of Minnesota Press, London, p. 37.

⁴⁹ Stephan Haggard 1990, *Pathways from the Periphery: The Politics of Growth in the Newly Industrializing Countries*, Cornell University, USA, p. 79.

privatisation, de libéralisation et de dérégulation sont devenues des forces significatives de changement à Taïwan.

Les mouvements sociaux taïwanais ont créé de nombreuses formes d'activités sociales et ont mobilisé un ensemble de forces sociales à propos de la répartition des richesses, de l'identité et du niveau de vie à partir des années 1980⁵⁰. Les actions à propos de la répartition, comme celle du mouvement ouvrier, ont exigé plus d'intervention de l'État pour répartir la richesse ou promouvoir les conditions de vie de la classe ouvrière. La politique identitaire incluant les mouvements pour l'éducation et la politique des genres a massivement émergé dans les années 1980. La politique de qualité de la vie comprend les campagnes du mouvement écologique, du mouvement des consommateurs et des mouvements communautaires qui revendiquent une meilleure qualité de vie. Ces mouvements sont devenus des forces importantes pour la transformation de la société Taïwanaise. Selon la notion de « politique spatiale de contestation » de Charles Tilly, Taipei peut être compris comme un espace où la politique de contestation et les actions collectives ont défié le pouvoir de l'État depuis que la loi martiale a été abrogée à la fin des années 1980. Taipei comme métropole et comme capitale a joué un rôle important dans la constitution du pouvoir économique et politique⁵¹. Avec la fin de la loi martiale, des insurrections ont eu lieu dans diverses parties de l'île sous la forme d'émeutes, de révoltes, de grèves, de pétitions, de manifestations, de réunions publiques etc. Par exemple, il y a eu au moins vingt-cinq types d'actions collectives et de pétitions déposées devant la Chambre du Parlement en 1987. Selon Yang Du, au moins 734 émeutes, pétitions et manifestations se sont produites dans l'île à l'époque. Le phénomène des nouveaux mouvements sociaux était comme un volcan libérant une énorme puissance explosive⁵².

D'énormes réunions publiques se multiplièrent à Taipei pour les droits de l'homme, la démocratie, le socialisme, le féminisme, etc. En outre, il a été estimé qu'au moins 2894 protestations ont éclaté en 1988, impliquant les agriculteurs, les ouvriers, les écologistes, et autres manifestants politiques opposés. Dans l'ensemble, ces puissances émergentes pourraient être appelées le pouvoir du peuple. L'énergie du

⁵⁰ Edited by Xu Zheng Guang & Song Wen-li (1989) *Taiwanese Newly Social Movements*, Ju-liu Publisher, Taipei, pp.24-25.

⁵¹ Chapter Two have outlined Tilly's notion.

⁵² Yang Du (1986), *People's Power*, Yuan Liu publisher, Taipei.

mouvement populaire s'est orientée vers trois voies importantes de transformation.

Premièrement, il a ouvert la voie à la compétition partisane. Le Parti démocrate progressiste (PDP) a été fondé le 28 septembre 1986; il est devenu le plus grand parti d'opposition à partir de l'an 2000. D'autres petits partis ont été créés, mais ils n'ont pas joué un rôle aussi important. Le PDP et les mouvements sociaux ont entretenu une relation d'interdépendance. La seconde voie est celle des nouveaux mouvements sociaux dont les plus importantes étaient les mouvements écologistes et les mouvements anti-privatisation. Forces de contestation de l'État et du capitalisme, avec des actions directes et indirectes, elles avaient une autonomie relativement plus grande que le premier type de mouvements sociaux. La troisième force pour la qualité de la vie est apparue après les années 1990 dans le cadre d'une nouvelle réflexion sur le développement et la modernisation. Ces politiques de la vie quotidienne ont émergé dans le cadre de la construction d'alternatives parmi les groupes de mouvement social. Cela a poussé les consommateurs des espaces urbains à se lier avec les producteurs des zones rurales. Fait intéressant, la théorie de la mobilisation des ressources pose que la politique de contestation ouvre la voie aux acteurs du mouvement social pour obtenir plus d'opportunités politiques et sociales alors que la société s'est transformée. Strictement parlant, le mouvement anti-autoritaires et les mouvements sociaux qui ont été intégrés dans une alliance anti-KMT ont investi leur capital politique dans le gouvernement du PDP après 2000. Les dirigeants des mouvements sociaux et les acteurs du mouvement anti-autoritaire ont été incorporés dans le nouveau gouvernement.

Conclusion: Vers une ère post-développementiste

Le post-développementisme finit par embrasser le «modernisme critique» fondé sur une perspective de démocratie radicale et sur la possibilité d'un développement alternatif. Il met l'accent sur un «modernisme critique» qui est en désaccord avec la critique post-structurelle du développement qui voit le développementalisme comme un discours.⁵³ Des chercheurs du Tiers monde comme Ashis Nandy, Vandana Shiva, Wolfgang Sachs et Maria Mies se sont engagés dans des «alternatives au développement», et ont acquis des connaissances scientifiques

⁵³ Peet, R. avec E. Hartwick (1999), *Theories of Development*, New York, Guilford Press.

fondées sur l'autonomie, la culture et les connaissances locales. Ils ont également œuvré à la défense de mouvements populaires émanant de la base, locaux, pluralistes, liés à la marginalisation de la vie des gens et de leur savoir et à la recherche de solutions de rechange⁵⁴. C'est pourquoi, la résistance à la politique dominante au niveau local et mondial est nécessaire pour reconstruire les réseaux de mouvements sociaux. Ashis Nandy suggère : peut-être que les mouvements sociaux, comme symboles de la résistance à la politique dominante du savoir et de l'organisation du monde, peuvent fournir quelques pistes pour une autre vision du Tiers monde et de l'ère post-développementiste⁵⁵. Fin 2004, le mouvement pour la défense de Yang Rumen, poseur de fausses bombes composées de riz, a marqué le début de l'ère du post-développementisme à Taïwan. L'action a été soutenue par de nombreuses personnes et associations civiques qui ont organisé des manifestations en sa faveur et contribué à l'édification de la démocratie participative. Ce mouvement avait trois revendications. Premièrement, l'incident Yang Rumen ne devrait pas être considéré comme une affaire purement criminelle. Les autorités judiciaires devaient prendre toutes les circonstances en considération et offrir une remise de peines appropriée pour l'objecteur de conscience Yang Rumen. Deuxièmement, les questions agricoles mises en lumière par le poseur de « bombes à riz » devraient être traitées sérieusement par les autorités, qui doivent adopter des politiques plus constructives visant à revitaliser le secteur agricole Taïwanais. Troisièmement, l'agriculture ne devrait pas être détruite par l'adhésion à l'OMC et le gouvernement devrait garantir la souveraineté alimentaire. Yang Rumen a obtenu une amnistie spéciale grâce à la pression sociale en 2007. La campagne pour sauver le sanatorium de Losheng est une autre manifestation récente de démocratie participative par le bas. Les mouvements d'étudiants contre la marchandisation de l'éducation se sont intensifiés à partir de 2006. Le mouvement autochtone Thao réclame ses droits sur les terres et l'autonomie. Dans une certaine mesure, cette émergence de mouvements sociaux pourrait constituer un bon exemple de contestation de la politique nationale et internationale dominante de Taïwan en ce qui concerne la politique post- développementiste.

Traduit de l'anglais par Hervé Fuyet

⁵⁴ Jonathan Crush (1995), *Power of Development*, Routledge, London and New York, p. 215.

⁵⁵ *Idem*, p. 227.

Références

- Samir Amin (2004), *The Liberal Virus*, Pluto Press, London (Traduction française: *Le virus libéral*, Le Temps des Cerises, 2004, 144 p.)
- Deyo C. [Edited by] (2002), *The Political Economy of the New Asian Industrialism*, Cornell University Press, Ithaca and London
- David Harvey (2000), *Spaces of Hope*, University of California Press, USA
- David Harvey (2005), *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford University Press
- Kee van der Pijl (2000), *Transnational Classes and International relations*, Routledge, London and New York
- Privatisation: Corporate Takeover of Government, IBON Databank and Research Center, 2003
- John Williamson's speech on « Is the Washington Consensus fail? », Institute for International Economics, Outline of remarks at the Center for Strategic & International Studies November 6, 2002
- Jonathan Crush (1995), *Power of Development*, Routledge, London and New York
- Peet, R. with E. Hartwick (1999), *Theories of Development*, New York
- Wan-wen Chu (2004), Re-examination of Privatisation in Post-authoritarian Times, Taïwan, *A Radical Quarterly in Social Studies*, n°53, March 2004
- Hsu, Kan-lin (2002), *The Rise and Fall of the Taïwanese Developmental State, 1949-1999*, Department of Sociology
- Feng Jian-Shan (1995), Political economy of the capital movement of broadcasting and media: the transformations of the 1990s'broadcasting and media, Taïwan Social Research
- Muto Ichiyo (2004), « Thoughts About the Empire, Global Power Centres, and People's Alliances », Kalinaw, *An Asian Peace Alliance*, vol.1, n° 1, March 2004
- Michael Kanellos (2001), High-tech readies for China, Taïwan in WTO

